

**Projet de loi n° 66 :
le gouvernement devrait saisir l'occasion d'utiliser les marchés publics
pour déployer une relance solidaire, prospère et verte au Québec**

Le 24 septembre 2020 – Avec le dépôt du projet de loi n°66 *Loi concernant l'accélération de certains projets d'infrastructure*, les leaders économiques, sociaux, syndicaux et environnementaux du G15+ considèrent que le gouvernement du Québec peut faire davantage pour mettre le cap sur une relance solidaire, prospère et verte.

Selon le collectif, il est possible d'accélérer les projets dans les régions tout en reflétant clairement les valeurs sociales et environnementales des Québécois.es, par exemple en intégrant de tels critères dans la sélection des projets d'infrastructure. Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, André Lamontagne, en a d'ailleurs fait la preuve cette semaine avec le dépôt de la *Stratégie nationale d'achat d'aliments québécois*.

Le projet de loi devrait également se donner les moyens de mesurer l'impact de l'argent public investi au cours des prochaines années, car aucune reddition de compte ne mesurera à la fois l'impact économique, social, environnemental (hormis sur les milieux humides et hydriques) ni les emplois créés par les projets d'infrastructure accélérés.

Le G15+ estime que le gouvernement peut rectifier le tir en s'inspirant de plusieurs propositions pour mettre les marchés publics à profit dans une perspective de relance solidaire, prospère et verte, notamment :

- Préciser dans la *Loi sur les contrats des organismes publics* et la *Loi sur les cités et villes* le pouvoir de l'État québécois et des municipalités d'imposer des normes de qualité et de performances sociale et environnementale dans les appels d'offres publics, parapublics et municipaux, ce qui par ailleurs aura pour conséquence de favoriser les entreprises québécoises qui répondent déjà à de telles normes ;
- Intégrer dans un court laps de temps des critères sociaux et environnementaux dans le processus d'attribution des marchés publics et municipaux de manière à favoriser le déploiement accéléré d'une économie sobre en carbone, résiliente, locale et circulaire :
 - Des mécanismes internes récompensant l'innovation, tels que la prime liée au dépassement des normes environnementales et sociales minimales et la marge préférentielle dans le pointage des appels d'offres ;
 - Une clause générale d'attribution des contrats permettant aux acheteurs publics de répondre à des exigences sociales, environnementales et économiques dans l'attribution des contrats ;
 - Un document type d'appel d'offres intégrant les spécifications liées aux critères de développement durable ;

- La mise en place de cibles précises et croissantes en matière d’approvisionnement responsable, incluant en économie sociale et dans une logique de circuits courts ;
- L’exigence de la part des grandes entreprises recevant des aides publiques dans le cadre de la relance de publier annuellement des rapports de divulgation de l’information liée au climat, conformément aux exigences du Groupe de travail sur la divulgation de l’information financière relative aux changements climatiques du Conseil de stabilité financière, dans un souci d’harmonisation pancanadienne ;
- Accroître la reddition de compte et la transparence sur les impacts sociaux, environnementaux et sur les emplois des projets et mesures soutenant la relance économique.

Le G15+ rappelle qu’un sondage Léger de juin 2020 souligne que 67 % des Québécois.es ont dit souhaiter qu’un Québec de l’après-COVID-19 cible avant tout l’amélioration de notre santé, de notre environnement et de notre qualité de vie.

Le G15+ réitère sa volonté de collaborer avec le gouvernement du Québec pour refléter les valeurs des Québécois.es et renforcer les consensus sociaux.

- 30 -

À propos

Le collectif G15+ est composé de leaders économiques, syndicaux, sociaux et environnementaux du Québec. Créé en mars 2020 en réponse à l’appel lancé par le Premier ministre Legault pour réfléchir à la façon dont le Québec pourra sortir plus fort et plus uni de cette crise sans précédent, le G15+ s’est mobilisé dans un élan inédit pour appuyer les efforts de relance de l’économie québécoise. Le groupe a répondu à l’appel à la relance du gouvernement du Québec en lui transmettant une série de propositions visant à soutenir les entreprises et les travailleuses et travailleurs, ainsi que leurs communautés, sur la base des grands objectifs sociaux, économiques et environnementaux qui font largement consensus au Québec. Il offre au gouvernement du Québec d’approfondir ce dialogue ensemble.

Les membres du G15+ : Conseil du patronat du Québec, Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec, Fondation David Suzuki, Chantier de l’économie sociale, Vivre en Ville, Propulsion Québec, Ordre des urbanistes du Québec, Écotech Québec, Équiterre, Fondation, Association des Groupes de Ressources Techniques du Québec, Coalition des organismes communautaires pour le développement de la main-d’œuvre, Institut du Québec, Regroupement national des conseils régionaux de l’environnement, Fédération des chambres de commerce du Québec, COPTICOM Stratégies et Relations publiques, Annie Chaloux, professeure à l’École de politique appliquée de l’Université de Sherbrooke et François Delorme, économiste et chargé de cours en économie de l’environnement à l’École de gestion de l’Université de Sherbrooke.

Pour plus d’informations sur le G15+ : <https://www.g15plus.quebec/>

Pour consulter le mémoire de propositions : <https://www.g15plus.quebec/nos-propositions/>

Renseignements

Christophe Aura

COPTICOM, Stratégies et Relations publiques 514-797-7986

caura@copticom.ca